

EDITORIAL

Idées

EN fin de mandat, cela fait tout de même bizarre de donner l'impression de chercher de nouvelles idées. Chez la majorité au pouvoir, les mois qui nous séparent des élections semblent propices à une cogitation sur l'opportunité de nouveaux modèles de développement. Entre les regards rigolards de l'opposition et ceux dubitatifs des électeurs, les jeux sont faits à l'échelle du gouvernement.

Benkirane et son équipe se mobilisent pourtant pour continuer de défendre ce qu'ils ont revendiqué très rapidement dans leurs tableaux de chasse, une victoire sur le front des finances publiques. Ils y vont en rangs serrés et c'est rassurant sur l'homogénéité gouvernementale: les derniers mois ont surtout montré de profondes divergences sur des délimitations de prérogatives, voire d'égos, les tiraillements apparaissant au grand jour avec la question de la gestion du fonds rural.

La mauvaise nouvelle c'est qu'ils y arrivent avec plus ou moins de succès. Sur certains indicateurs, les acquis étant moins consensuels depuis la dernière sortie de la Cour des comptes. C'était presque prévisible, les politiques d'urgence ont conduit à un endettement massif de l'Etat. Cette logique implacable rattrape la vérité des comptes publics. Sujet qui en ouvre un autre tout aussi important, celui des questionnements autour de la soutenabilité de la dette, seuil que beaucoup estiment franchi. Ayant épuisé ses marges de crédit, que resterait-il comme options pour s'assurer des sources de financement si ce n'est d'appuyer sur la pédale des ressources fiscales avec les conséquences qui pèsent éternellement à ce titre sur les entreprises?

La compétitivité, voilà justement un chantier inachevé où il faut se faire violence pour déceler un véritable moteur et encore moins des idées. □

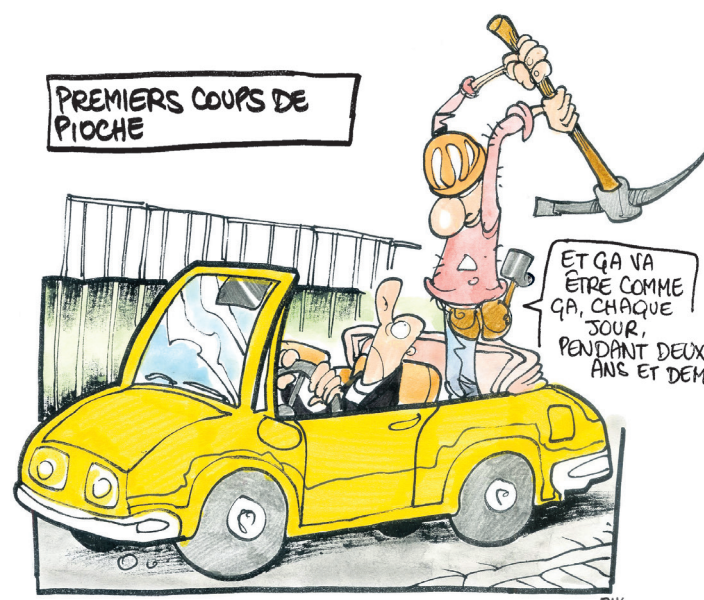
Mohamed BENABID

Casablanca: Les Turcs décrochent 1 milliard de DH

• Le groupe Yapi Merkezi remporte un marché pour la 2e ligne du tram

• Les travaux de la voie ferrée démarrent cette semaine

Voir page 2



Le Maroc pistera l'évasion fiscale

LE Royaume fait partie des pays ayant adhéré à la réglementation de l'OCDE sur l'échange automatique d'information à des fins fiscales. La première phase consistera, à compter du 1er janvier 2018, à collecter l'information sur les contribuables concernés. La seconde portera sur l'échange de cette information

avec un groupe de 122 pays. Dans ce dispositif, les banques sont appelées à jouer un rôle central. Ce dernier servira à identifier les clients et à transmettre leurs renseignements à leur administration fiscale. A charge pour cette dernière de les communiquer à ses homologues. □

Voir page 8

■ Agroalimentaire: La filière réclame son contrat-programme

Voir page 6

■ CFG Bank s'active sur la distribution de crédit

Voir De Bonnes Sources

Votre courrier pages 18 & 19



Christina Aguilera se confie à L'Economiste

Voir page 23

Arriérés TVA El Azami ne convainc pas

Voir Analyse pages 4 & 5